

n'aurait pas renié, «démocratie égale libre-échange, mais qu'est-ce qui se passe avec la pauvreté? La libre entreprise? Quelle libre entreprise? Celle de Microsoft, de Coca-Cola? Ou celle du petit boutiquier d'Uruguay?» Autant de questions auxquelles le Sommet n'a pas apporté de réponse.

Parmi les parlementaires de la COPA, le jugement était unanime : les parlementaires des 34 pays des Amériques devraient avoir une influence déterminante sur le processus de la Zléa, mais leur détermination se heurte à une autre attitude, du côté du *processus des sommets* : la flagornerie, la surenchère de louanges autour des rencontres au sommet. «Le processus de la Zléa est de plus en plus irréel», s'insurgeait Henri-François Gauthier, député libéral de Ver-

caïne assiégée au cours des années 1990 par les dévaluations ahurissantes du peso et les baisses des tarifs dans l'agriculture dues au libre-échange, suites du traité Aléna. Les organisateurs du Sommet des peuples (l'Alliance sociale continentale, etc.) s'identifient de manière informelle à l'expression *société civile* qui, on l'a vu, a une résonance mondiale. Suggestive, l'expression peut aussi être vague. Ainsi, le *processus* du Sommet des Amériques, qui se déroule en lien étroit avec l'Organisation des États américains (OÉA), a envisagé avaliser des organismes qu'elle aussi assimile à la société civile (arbitrairement, il faut le souligner).

Dans un document disponible sur le site web de l'OÉA (www.civil-society.oas.org/Permanent), il est précisé que les organ-

quoique omniprésent *Leadership Council for Interamerican Summitry*, de Floride, constitué d'anciens diplomates, p.-d. g. de sociétés pétrolières et financières, etc. Parmi les organismes qu'on associe plus habituellement à la société civile, étaient présents : Human Rights Watch, de Washington; Amnistie internationale; l'Assemblée des premières nations du Canada, représentée par Matthew Coon Come; Mme Elizabeth May, directrice exécutive du Sierra Club du Canada (protection de l'environnement), etc.

Après de longs discours ministériels pleins d'une grande autosatisfaction, en raison du fait que «la démocratie est entérinée dans le processus des sommets», les interventions des ONG ont été brèves, le temps alloué par les organisateurs étant bien serré. On dressait l'oreille, car grande était la surprise, en apprenant de Robin L. Rosenberg, du Leadership Council, que 100 millions de dollars de plus devraient être alloués «au processus des sommets.» On se demande comment la *société civile* pourrait bien profiter de cette manne proposée. Le Leadership Council recommandait en plus que les sommets des chefs d'état aient lieu non pas tous les trois ans, mais deux fois par an. Il y a assurément des membres de cette société civile passionnément en amour avec les prébendes et les dépenses de la vie mondaine et diplomatique... Détails insolites et possiblement passés inaperçus comme beaucoup d'autres à la table ronde en partie télévisée sur le canal Newsworld (CBC). Car, pour la plupart, les journalistes n'y furent pas admis.

Il y avait une petite poignée de journalistes, au début, à la table ronde. La rencontre avait été peu ébruitée. L'information ne circulait vraiment pas au Sommet officiel, pourtant organisé de manière efficace. «Même à Seattle, en 1999, il y avait plus de communication entre médias, négociateurs et milieux d'affaires qu'à Québec», rapportait Eric Sorensen, de CBCNews. «Maude Barlow, du Council of Canadians, pouvait aborder tel ou tel négociateur dans les couloirs du Palais des congrès (à Seattle).» À Québec, rien de tel. Les journalistes devaient apprendre de bouche à oreille quand les conférences intéressantes avaient lieu. Ceci limitait la fréquentation des événements, sauf des grandes rencontres officielles, comme la cérémonie d'ouverture avec ses chefs d'état.

Plusieurs journalistes furent expulsés de la rencontre avec la «société civile», malgré

Plusieurs journalistes furent expulsés de la rencontre avec la «société civile» pour des «raisons de sécurité».

dun. «Il faut que l'information circule, que la population ait accès aux textes et que les assemblées (législatives) puissent se prononcer sur le rapport final.» Actuel président de la COPA, le député brésilien Eduardo Magella a mis les points sur les *i* : «Le secret du processus est désastreux.»

Vraie et fausse société civile

Contemporaine des luttes de Solidarnosc menées par Lech Walesa en Pologne à la fin des années 1970, l'expression *société civile* apparaissait dans le langage des dissidents tchèques et polonais (dont le philosophe Jan Patočka, assassiné en 1975 par la police de Prague, Vaclav Havel, actuel président de la République tchèque, et Adam Michnik, à Varsovie) au tournant des années 1980 : *société civile, c'est-à-dire, nous, le peuple, contre eux, le parti communiste crypto-militaire de fait*. Puis l'expression a sauté l'Atlantique pour décrire les luttes du PRD (gauche) au Mexique contre le PRI, parti au pouvoir, semi-dictature jusqu'en 2000 (moment de l'élection de Vicente Fox [PAN], première alternance démocratique en 70 ans).

La société civile était symbolisée au Mexique par le mouvement zapatiste du Chiapas qui a trouvé un fort écho - bien au-delà des indigènes - dans la société mexi-

ismes admis au processus de négociation par l'OÉA doivent être «conformes à l'esprit, aux buts et aux principes de l'OÉA.» Le 21 avril, une table ronde avec «la société civile» a été organisée par les chefs d'État, un peu à la dernière minute, à l'hôtel Hilton de Québec. Un mélange éclectique de participants : côté gouvernements, John Manley, ministre fédéral des affaires étrangères; Pierre Pettigrew, au commerce international; Bill Graham (Parti libéral), président du comité parlementaire pour les affaires étrangères; Robert Zoellick, négociateur à la Zléa pour le gouvernement américain; James Wolfensohn, président de la Banque mondiale; Cesar Gaviria Trujillo, président de l'OÉA (ancien président de Colombie au début de la décennie 1990), *és-néo-libéral* selon la très *establishment* revue de Londres *The Economist*. À la place d'honneur, sur un podium, plusieurs ministres des Caraïbes et d'Amérique centrale, dont le rôle était plutôt décoratif. MM. Bill Graham et John Manley modéraient avec entrain et célérité les interventions.

Pour la *société civile*, il y avait, entre autres : Nobina Robinson, de FOCAL, un groupe d'études sur l'Amérique latine subventionné par le gouvernement fédéral, des universités et des sociétés ayant des intérêts en Amérique latine; un mystérieux